

OPINION

PAR DEFRANCE

*sur les postes & messageries*

Séance du 28 Fructidor, an IV

CONSEIL  
DES  
CINQ-CENTS

CORPS LÉGISLATIF

---

OPINION

PAR DEFRANCE

*sur les postes & messageries*

Séance du 28 Fructidor, an IV

CONSEIL  
DES  
CINQ-CENTS

**T h e P r o j e c t G u t e n b e r g e B o o k o f  
O p i n i o n p a r D e f r a n c e , s u r l e s  
p o s t e s e t m e s s a g e r i e s : S é a n c e  
d u 2 8 F r u c t i d o r , a n I V**

This eBook is for the use of anyone anywhere in the United States and most other parts of the world at no cost and with almost no restrictions whatsoever. You may copy it, give it away or re-use it under the terms of the Project Gutenberg License included with this eBook or online at [www.gutenberg.org](http://www.gutenberg.org). If you are not located in the United States, you will have to check the laws of the country where you are located before using this eBook.

Title: Opinion par Defrance, sur les postes et messageries: Séance du 28 Fructidor, an IV

Author: Jean Claude Defrance

Release date: August 11, 2022 [eBook #68728]  
Most recently updated: October 18, 2024

Language: French

Original publication: France: de l'Impr. Nationale, 1796

Other information and formats: [www.gutenberg.org/ebooks/68728](http://www.gutenberg.org/ebooks/68728)

Credits: Adrian Mastronardi, Claudine Corbasson and the Online Distributed Proofreading Team at <https://www.pgdp.net> (This file was produced from images generously made available by The Internet Archive)

\*\*\* START OF THE PROJECT GUTENBERG EBOOK OPINION PAR  
DEFRANCE, SUR LES POSTES ET MESSAGERIES: SÉANCE DU 28  
FRUCTIDOR, AN IV \*\*\*

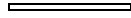
---

Au lecteur

CORPS LÉGISLATIF.

---

# CONSEIL DES CINQ-CENTS.



O P I N I O N  
P A R D E F R A N C E .

*Sur les postes & messageries.*

Séance du 28 Fructidor, an IV.

\_\_\_\_\_

## REPRÉSENTANS DU PEUPLE,

J'AI demandé la parole moins pour combattre les lois réglementaires, extraites de l'ancien code des postes & messageries, que votre commission vous présente comme un moyen de les régénérer, que pour appuyer les projets de résolution qui vous ont été présentés par Delaunay (d'Angers); je releverai cependant quelques erreurs dans lesquelles est tombé le rapporteur de la commission.

Personne n'ignore que le service des postes & messageries est un grand moyen d'action du gouvernement & du commerce, un des liens du corps social, & un revenu du fisc; mais on ne convient pas que ce soit un moyen de contre-révolution que de les confier à d'autres hommes qu'à ceux qui les régissent aujourd'hui.

Certes, je suis loin de penser aussi qu'il faille confier ce ressort puissant à des intrigans ou à des ignorans qui finiroient par le briser.

La première question qui se présente est de savoir s'il est plus avantageux pour le trésor public & pour l'intérêt national de faire régir les postes & messageries, que de les affermer.

Votre commission a pensé qu'il falloit les maintenir en régie.

Ce régime a toujours été désastreux pour les finances de la République, & c'est un prétexte bien frivole pour solliciter son maintien que d'avancer *qu'il est plus propre à découvrir ou empêcher les trames des factions.*

J'aurois désiré que le rapporteur citât quelques traits à l'appui de son assertion; l'expérience nous a prouvé le contraire.

Au lieu de discuter cette grande question: les postes & messageries seront-elles continuées en régie ou mises en ferme?

Votre commission ne s'est occupée qu'à faire retomber sur les lois, nécessités par les circonstances, les inculpations graves, faites à l'administration des postes & messageries relativement aux fonds immenses que le trésor public a été obligé de prodiguer pour soutenir ses services, & desquels fonds les anciennes administrations n'ont point rendu compte, quoiqu'il ait été nommé des commissaires pour les recevoir.

Les lois que votre commission vous propose ne sont qu'un règlement purement administratif, & qui ne doit être présenté que par ceux que le Directoire exécutif choisira d'après le mode d'exploitation que vous aurez adopté.

Je ne m'appesentirai point sur plusieurs autres erreurs dans lesquelles est tombé le rapporteur de la commission; elles se réfutent d'elles mêmes.

La régie qu'on vous propose est une continuation des abus que vous voulez faire disparaître. Toujours une nuée de commis, toujours huit ou dix administrateurs, dont le zèle & l'amour pour la chose publique seront mesurés sur leur intérêt particulier, qui pallieront plutôt les désordres que d'y remédier, dans la crainte de se compromettre.

Nous n'entendons inculper personne en particulier; nous tirerons même le rideau sur tous les vices de l'administration actuelle: il s'agit de régénérer nos finances & notre crédit, & de proposer des vues simples & d'une facile exécution.

Votre commission ne peut pas nier que les régies ont toujours été ruineuses pour l'État, & qu'à diverses époques elles ont été établies & abandonnées tour à tour; & qu'en dernier résultat; on les donnoit à l'entreprise ou en ferme.

Il n'y a qu'une insigne prévention ou un aveuglement bien coupable qui puisse se dissimuler que toutes les régies, depuis la révolution, ont été la source des dilapidations, des rapines, des vols & du brigandage. Elles étoient devenues le patrimoine des désorganiseurs qui se les étoient appropriées pour élever leur fortune, & qu'aujourd'hui même ces abus existent encore sous un autre masque.

Je demande à tout homme de bonne foi, & qui veut augmenter ou consolider sa fortune, s'il ne préférera pas affermer ses domaines pour en

tirer un revenu fixe, plutôt que de les confier à des régisseurs.

Il est inutile d'étendre plus loin les motifs qui doivent déterminer le Conseil à rejeter le système des régies; mais si quelque doute encore pouvoit subsister dans l'esprit des membres de cette assemblée, je demanderois aux partisans du système des régies quel bénéfice le trésor public en a jamais tiré? je leur prouverois que le gouvernement a presque toujours été forcé de venir à leur secours, ou que le produit qu'il en a tiré est presque nul.

Quelques hommes peu instruits révoquent en doute que le gouvernement ait le droit d'affermir les postes & messageries; ils prétendent que ce n'est point une propriété nationale. Ignorent-ils donc que leur invention en France est due à l'Université de Paris, qui pendant plusieurs siècles en a été seule propriétaire, & qu'elle a transmis tous ses droits au gouvernement sous la monarchie, moyennant le seizième effectif du revenu net des postes, lequel étoit affecté au paiement de l'instruction publique dans cette immense commune.

Les postes & les messageries sont donc devenues une propriété nationale. La sûreté des personnes & de leurs propriétés mobilières est attachée à ce précieux établissement. S'il n'étoit point formé depuis plusieurs siècles, je le proposerois à l'Assemblée pour le bien général.

La loi du 25 vendémiaire, qui donnoit à chaque individu la faculté d'établir des messageries libres, a produit des maux incalculables, tant à la fortune publique, qu'à celle des particuliers; c'est sur-tout vers les frontières que les désordres se sont fait sentir. La rentrée des émigrés, le transport des poudres & autres objets prohibés ont été les suites de cette loi désastreuse. Ces voitures n'étaient sujettes à aucune surveillance active de la part des préposés du gouvernement, vous vous empresserez donc de la rapporter.

Les partisans des régies objectent que, dans le système du fermage, il faudra céder aux entrepreneurs un mobilier évalué au moins trois millions; qu'il sera impossible de la rétablir pour le même prix, s'il arrive que les fermiers demandent la résiliation de leurs baux.

Cette objection disparaîtra lorsqu'on fera réflexion que les entrepreneurs s'obligeront, par leur bail, de rétablir à son expiration, ou

dans le cas de la résiliation, les choses au même état où ils les auront prises lors de la passation dudit bail. Dans l'un & l'autre cas l'estimation sera contradictoire & par experts.

Combien rapportent aujourd'hui les postes et messageries? rien. Jusqu'à ce jour le gouvernement a été obligé de fournir à leur déficit. Votre commission des finances, dans l'aperçu qu'elle vous a donné des revenus annuels de l'Etat, y fait entrer celui des postes & messageries pour une somme de douze millions; sans doute que cet aperçu n'étoit pas fondé sur un système de régie même intéressée, mais bien sur leur fermage qui, seul, peut donner un produit net à la République, & des ressources dans ses besoins pressans.

Dans le plan de l'entreprise en ferme, vous n'avez plus besoin de ces administrations nombreuses, à charge au trésor public, & dont la responsabilité devient nulle à raison de la multiplicité des responsables. Il ne vous faut qu'un administrateur chargé de l'exécution des lois & des conditions du fermage, de la surveillance & de la direction des postes aux lettres, des relais, des messageries & de la navigation intérieure; j'ai presque dit du roulage.

Il y a long-temps qu'on a senti son importance & la nécessité de lui donner une forme plus stable & plus indépendante de l'arbitraire. Les rouliers épars sur la surface de la République sont, pour ainsi dire, un peuple à part au milieu d'un grand peuple. Ces êtres isolés, la plupart sans morale, ont fait des grandes routes leur patrimoine exclusif; ils se mettent au dessus des lois de police que le gouvernement avoit sagement établies sur les routes: il n'y a personne qui n'ait été témoin ou victime de leur insolente infidélité; la lenteur de leur service, l'irrégularité de leurs marches, le prix excessif & arbitraire de leurs transports, les avaries, auxquelles leurs négligences ou leur insigne mauvaise foi donnent lieu, nécessitent une augmentation considérable dans le prix des objets qui leur sont confiés. Le poids énorme de leurs chargemens achève la destruction des routes, que le malheurs des circonstances n'a pas permis de réparer.

La sollicitude du gouvernement doit donc s'étendre sur cette branche d'administration.

Je ne dirai qu'un mot des routes; elles sont dans un état tel, qu'il sera impossible cet hiver de les pratiquer.

Il a été proposé au gouvernement d'employer les bras oisifs des prisonniers de guerre pour les réparer, moyennant une double ration qui leur seroit donnée: les matériaux sont tous prêts.

Mais revenons aux fermes.

Je voudrois que les soumissions des entrepreneurs fussent faites pour six années.

Dans les temps orageux de la révolution, cette sage mesure ne vous eût pas réussi; on en vouloit aux fortunes & aux talens; les seuls intrigans se seroient présentés: mais aujourd'hui que vous avez un gouvernement qui veut mettre l'ordre, l'économie & la justice dans toutes les parties qui lui sont confiées, des compagnies accepteront avec confiance & sécurité les conditions qui leur seront imposées, & rempliront avec zèle celles de leurs marchés.

Mais, Citoyens représentans, n'oubliez pas que les tempêtes de la révolution ont laissé des traces bien profondes, & que le gouvernement doit signaler sa bonne foi, en assurant aux actionnaires une hypothèque invariable pour la sûreté de leurs marchés, comme ils en fourniront pour assurer l'exécution de leur entreprise.

Permettez-moi, Citoyens représentans, de vous soumettre mes vues sur la simplification des services.

Les diligences sont à-peu-près supprimées dans toute l'étendue de la République: on doit attribuer cette cessation de service à plusieurs causes qui tiennent aux finances & au papier-monnoie, ou bien au vice de l'administration elle-même: c'est moins pour le transport des effets & marchandises que cet établissement est à regretter, que pour la célérité du déplacement des individus.

Toute l'attention du gouvernement doit donc se porter à rétablir, à faciliter les transports des citoyens d'un bout de la France à l'autre, sans avoir recours à ces masses énormes qu'on appeloit diligences: il est de l'intérêt le plus grand pour la République, de trouver un mode qui réunisse

la légèreté, la célérité, la sûreté & l'économie; l'établissement des malles-postes paroît atteindre ce but.

Elles seront à quatre roues & pourront contenir six personnes, outre le courrier de la malle; une vache qui formera l'impériale de la voiture, recevra les dépêches à destination fixe, & les dépêches de route seront placées à côté du courrier, en avant de ladite caisse. Chaque voyageur ne pourra porter pour son usage, plus de dix livres pesant. Les entrepreneurs pourront traiter de gré à gré avec les maîtres de postes, pour la conduite de ces voitures. L'administrateur général fixera l'heure à laquelle les dépêches devront être rendues à leur destination, & la quotité de l'amende encourue par les entrepreneurs, pour un retard notoire & non occasionné par force majeure.

Le transport des personnes ainsi effectué, il est nécessaire que leurs effets & bagages les suivent de près; en conséquence, il sera établi des fourgons (les diligences actuelles pourront en tenir lieu, & les suppléer jusqu'à ce que les nouveaux fourgons soient construits). La caisse ne pourra contenir plus de six personnes, & la voiture ne pourra être chargée de plus de vingt quintaux. Il sera payé par personne dans le fourgon, la moitié du prix des places dans les malles-postes. Ces fourgons seront conduits en relais & au pas. Les maîtres de postes feront volontiers ces services.

Quant aux lettres & aux journaux, les liaisons du commerce si nécessaire au soutien de la chose publique, exigent sans doute le rétablissement du départ journalier des couriers.

Nous avons regardé comme une calamité publique, la mesure prise depuis six mois pour le transport des dépêches: les correspondances ne pouvant avoir lieu que de deux jours l'un, paralysent l'activité du commerce, & diminuent de moitié le revenu des postes.

Dans notre plan, le service des principales routes de France se fait tous les jours; chaque jour, six personnes peuvent être transportées par la malle-poste dans les villes principales de commerce; chaque jour, les fourgons chargés d'effets & de marchandises, partent pour les mêmes destinations. De là, plus d'activité pour le commerce; plus de fréquence dans les relations; plus d'ensemble dans les communications, & un revenu plus fixe pour le trésor public.

L'abus des franchises & des contre-seings ne doit point être oublié, quand il s'agit de la restauration des finances: cette question intéressante & délicate mérite une discussion approfondie: je proposerai donc de renvoyer à une commission la question si les franchises & les contre-seings peuvent être abolis.

Je pense donc, d'après ces considérations & d'après les mesures que j'ai proposées, qu'il est plus avantageux pour le trésor public & pour l'intérêt national d'affermir les postes aux lettres, les messageries & la navigation intérieure, que de les conserver en régie, même intéressées.

J'appuie donc les projets présentés par Delaunay (d'Angers);

Et je demande qu'il soit formé une commission pour examiner la question de savoir 1°. si les franchises & contre-seings seront supprimés ou conservés.

2°. s'il ne seroit pas avantageux de donner une forme administrative au roulage.

3°. S'il ne seroit pas avantageux de rétablir les cautionnemens de tous les comptables dans les divers services des postes & messageries.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Fructidor, an IV.

A u l e c t e u r

Cette version numérisée reproduit dans son intégralité la version originale.

\*\*\* END OF THE PROJECT GUTENBERG EBOOK OPINION PAR  
DEFRANCE, SUR LES POSTES ET MESSAGERIES: SÉANCE DU 28  
FRUCTIDOR, AN IV \*\*\*

Updated editions will replace the previous one—the old editions will be renamed.

Creating the works from print editions not protected by U.S. copyright law means that no one owns a United States copyright in these works, so the Foundation (and you!) can copy and distribute it in the United States without permission and without paying copyright royalties. Special rules, set forth in the General Terms of Use part of this license, apply to copying and distributing Project Gutenberg™ electronic works to protect the PROJECT GUTENBERG™ concept and trademark. Project Gutenberg is a registered trademark, and may not be used if you charge for an eBook, except by following the terms of the trademark license, including paying royalties for use of the Project Gutenberg trademark. If you do not charge anything for copies of this eBook, complying with the trademark license is very easy. You may use this eBook for nearly any purpose such as creation of derivative works, reports, performances and research. Project Gutenberg eBooks may be modified and printed and given away—you may do practically ANYTHING in the United States with eBooks not protected by U.S. copyright law. Redistribution is subject to the trademark license, especially commercial redistribution.

START: FULL LICENSE

THE FULL PROJECT  
GUTENBERG™ LICENSE

PLEASE READ THIS BEFORE YOU DISTRIBUTE OR USE THIS WORK

To protect the Project Gutenberg™ mission of promoting the free distribution of electronic works, by using or distributing this work (or any other work associated in any way with the phrase “Project Gutenberg”), you agree to comply with all the terms of the Full Project Gutenberg License available with this file or online at [www.gutenberg.org/license](http://www.gutenberg.org/license).

**Section 1. General Terms of Use and Redistributing  
Project Gutenberg electronic works**

1.A. By reading or using any part of this Project Gutenberg electronic work, you indicate that you have read, understand, agree to and accept all the terms of this license and intellectual property (trademark/copyright) agreement. If you do not agree to abide by all the terms of this agreement, you must cease using and return or destroy all copies of Project Gutenberg electronic works in your possession. If you paid a fee for obtaining a copy of or access to a Project Gutenberg electronic work and you do not agree to be bound by the terms of this agreement, you may obtain a refund from the person or entity to whom you paid the fee as set forth in paragraph 1.E.8.

1.B. “Project Gutenberg” is a registered trademark. It may only be used on or associated in any way with an electronic work by people who agree to be bound by the terms of this agreement. There are a few things that you can do with most Project Gutenberg electronic works even without complying with the full terms of this agreement. See paragraph 1.C below. There are a lot of things you can do with Project Gutenberg electronic works if you follow the terms of this agreement and help preserve free future access to Project Gutenberg electronic works. See paragraph 1.E below.

1.C. The Project Gutenberg Literary Archive Foundation (“the Foundation” or PGLAF), owns a compilation copyright in the collection of Project Gutenberg electronic works. Nearly all the individual works in the

collection are in the public domain in the United States. If an individual work is unprotected by copyright law in the United States and you are located in the United States, we do not claim a right to prevent you from copying, distributing, performing, displaying or creating derivative works based on the work as long as all references to Project Gutenberg are removed. Of course, we hope that you will support the Project Gutenberg mission of promoting free access to electronic works by freely sharing Project Gutenberg works in compliance with the terms of this agreement for keeping the Project Gutenberg name associated with the work. You can easily comply with the terms of this agreement by keeping this work in the same format with its attached full Project Gutenberg License when you share it without charge with others.

1.D. The copyright laws of the place where you are located also govern what you can do with this work. Copyright laws in most countries are in a constant state of change. If you are outside the United States, check the laws of your country in addition to the terms of this agreement before downloading, copying, displaying, performing, distributing or creating derivative works based on this work or any other Project Gutenberg work. The Foundation makes no representations concerning the copyright status of any work in any country other than the United States.

1.E. Unless you have removed all references to Project Gutenberg:

1.E.1. The following sentence, with active links to, or other immediate access to, the full Project Gutenberg License must appear prominently whenever any copy of a Project Gutenberg work (any work on which the phrase “Project Gutenberg” appears, or with which the phrase “Project Gutenberg” is associated) is accessed, displayed, performed, viewed, copied or distributed:

This eBook is for the use of anyone anywhere in the United States and most other parts of the world at no cost and with almost no restrictions whatsoever. You may copy it, give it away or re-use it under the terms of the Project Gutenberg™ License included with this eBook or online at [www.gutenberg.org](http://www.gutenberg.org). If you are not located in the United States, you will have to check the laws of the country where you are located before using this eBook.

1.E.2. If an individual Project Gutenberg electronic work is derived from texts not protected by U.S. copyright law (does not contain a notice indicating that it is posted with permission of the copyright holder), the work can be copied and distributed to anyone in the United States without paying any fees or charges. If you are redistributing or providing access to a work with the phrase “Project Gutenberg” associated with or appearing on the work, you must comply either with the requirements of paragraphs 1.E.1 through 1.E.7 or obtain permission for the use of the work and the Project Gutenberg trademark as set forth in paragraphs 1.E.8 or 1.E.9.

1.E.3. If an individual Project Gutenberg electronic work is posted with the permission of the copyright holder, your use and distribution must comply with both paragraphs 1.E.1 through 1.E.7 and any additional terms imposed by the copyright holder. Additional terms will be linked to the Project Gutenberg License for all works posted with the permission of the copyright holder found at the beginning of this work.

1.E.4. Do not unlink or detach or remove the full Project Gutenberg License terms from this work, or any files containing a part of this work or any other work associated with Project Gutenberg.

1.E.5. Do not copy, display, perform, distribute or redistribute this electronic work, or any part of this electronic work, without prominently displaying the sentence set forth in paragraph 1.E.1 with active links or immediate access to the full terms of the Project Gutenberg License.

1.E.6. You may convert to and distribute this work in any binary, compressed, marked up, nonproprietary or proprietary form, including any word processing or hypertext form. However, if you provide access to or distribute copies of a Project Gutenberg work in a format other than “Plain Vanilla ASCII” or other format used in the official version posted on the official Project Gutenberg website ([www.gutenberg.org](http://www.gutenberg.org)), you must, at no additional cost, fee or expense to the user, provide a copy, a means of exporting a copy, or a means of obtaining a copy upon request, of the work in its original “Plain Vanilla ASCII” or other form. Any alternate format must include the full Project Gutenberg License as specified in paragraph 1.E.1.

1.E.7. Do not charge a fee for access to, viewing, displaying, performing, copying or distributing any Project Gutenberg works unless you comply with paragraph 1.E.8 or 1.E.9.

1.E.8. You may charge a reasonable fee for copies of or providing access to or distributing Project Gutenberg electronic works provided that:

- You pay a royalty fee of 20% of the gross profits you derive from the use of Project Gutenberg works calculated using the method you already use to calculate your applicable taxes. The fee is owed to the owner of the Project Gutenberg trademark, but he has agreed to donate royalties under this paragraph to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation. Royalty payments must be paid within 60 days following each date on which you prepare (or are legally required to prepare) your periodic tax returns. Royalty payments should be clearly marked as such and sent to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation at the address specified in Section 4, "Information about donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation."
- You provide a full refund of any money paid by a user who notifies you in writing (or by e-mail) within 30 days of receipt that s/he does not agree to the terms of the full Project Gutenberg™ License. You must require such a user to return or destroy all copies of the works possessed in a physical medium and discontinue all use of and all access to other copies of Project Gutenberg™ works.
- You provide, in accordance with paragraph 1.F.3, a full refund of any money paid for a work or a replacement copy, if a defect in the electronic work is discovered and reported to you within 90 days of receipt of the work.
- You comply with all other terms of this agreement for free distribution of Project Gutenberg™ works.

1.E.9. If you wish to charge a fee or distribute a Project Gutenberg™ electronic work or group of works on different terms than are set forth in this agreement, you must obtain permission in writing from the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, the manager of the Project

Gutenberg™ trademark. Contact the Foundation as set forth in Section 3 below.

## 1.F.

1.F.1. Project Gutenberg volunteers and employees expend considerable effort to identify, do copyright research on, transcribe and proofread works not protected by U.S. copyright law in creating the Project Gutenberg™ collection. Despite these efforts, Project Gutenberg™ electronic works, and the medium on which they may be stored, may contain “Defects,” such as, but not limited to, incomplete, inaccurate or corrupt data, transcription errors, a copyright or other intellectual property infringement, a defective or damaged disk or other medium, a computer virus, or computer codes that damage or cannot be read by your equipment.

1.F.2. LIMITED WARRANTY, DISCLAIMER OF DAMAGES - Except for the “Right of Replacement or Refund” described in paragraph 1.F.3, the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, the owner of the Project Gutenberg™ trademark, and any other party distributing a Project Gutenberg™ electronic work under this agreement, disclaim all liability to you for damages, costs and expenses, including legal fees. YOU AGREE THAT YOU HAVE NO REMEDIES FOR NEGLIGENCE, STRICT LIABILITY, BREACH OF WARRANTY OR BREACH OF CONTRACT EXCEPT THOSE PROVIDED IN PARAGRAPH 1.F.3. YOU AGREE THAT THE FOUNDATION, THE TRADEMARK OWNER, AND ANY DISTRIBUTOR UNDER THIS AGREEMENT WILL NOT BE LIABLE TO YOU FOR ACTUAL, DIRECT, INDIRECT, CONSEQUENTIAL, PUNITIVE OR INCIDENTAL DAMAGES EVEN IF YOU GIVE NOTICE OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGE.

1.F.3. LIMITED RIGHT OF REPLACEMENT OR REFUND - If you discover a defect in this electronic work within 90 days of receiving it, you can receive a refund of the money (if any) you paid for it by sending a written explanation to the person you received the work from. If you received the work on a physical medium, you must return the medium with your written explanation. The person or entity that provided you with the defective work may elect to provide a replacement copy in lieu of a refund. If you received the work electronically, the person or entity providing it to

you may choose to give you a second opportunity to receive the work electronically in lieu of a refund. If the second copy is also defective, you may demand a refund in writing without further opportunities to fix the problem.

1.F.4. Except for the limited right of replacement or refund set forth in paragraph 1.F.3, this work is provided to you 'AS-IS', WITH NO OTHER WARRANTIES OF ANY KIND, EXPRESS OR IMPLIED, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR ANY PURPOSE.

1.F.5. Some states do not allow disclaimers of certain implied warranties or the exclusion or limitation of certain types of damages. If any disclaimer or limitation set forth in this agreement violates the law of the state applicable to this agreement, the agreement shall be interpreted to make the maximum disclaimer or limitation permitted by the applicable state law. The invalidity or unenforceability of any provision of this agreement shall not void the remaining provisions.

1.F.6. INDEMNITY - You agree to indemnify and hold the Foundation, the trademark owner, any agent or employee of the Foundation, anyone providing copies of Project Gutenberg™ electronic works in accordance with this agreement, and any volunteers associated with the production, promotion and distribution of Project Gutenberg™ electronic works, harmless from all liability, costs and expenses, including legal fees, that arise directly or indirectly from any of the following which you do or cause to occur: (a) distribution of this or any Project Gutenberg work, (b) alteration, modification, or additions or deletions to any Project Gutenberg work, and (c) any Defect you cause.

## **Section 2. Information about the Mission of Project Gutenberg**

Project Gutenberg is synonymous with the free distribution of electronic works in formats readable by the widest variety of computers including obsolete, old, middle-aged and new computers. It exists because of the

efforts of hundreds of volunteers and donations from people in all walks of life.

Volunteers and financial support to provide volunteers with the assistance they need are critical to reaching Project Gutenberg's goals and ensuring that the Project Gutenberg collection will remain freely available for generations to come. In 2001, the Project Gutenberg Literary Archive Foundation was created to provide a secure and permanent future for Project Gutenberg and future generations. To learn more about the Project Gutenberg Literary Archive Foundation and how your efforts and donations can help, see Sections 3 and 4 and the Foundation information page at [www.gutenberg.org](http://www.gutenberg.org).

### **Section 3. Information about the Project Gutenberg Literary Archive Foundation**

The Project Gutenberg Literary Archive Foundation is a non-profit 501(c)(3) educational corporation organized under the laws of the state of Mississippi and granted tax exempt status by the Internal Revenue Service. The Foundation's EIN or federal tax identification number is 64-6221541. Contributions to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation are tax deductible to the full extent permitted by U.S. federal laws and your state's laws.

The Foundation's business office is located at 41 Watchung Plaza #516, Montclair NJ 07042, USA, +1 (862) 621-9288. Email contact links and up to date contact information can be found at the Foundation's website and official page at [www.gutenberg.org/contact](http://www.gutenberg.org/contact)

### **Section 4. Information about Donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation**

Project Gutenberg™ depends upon and cannot survive without widespread public support and donations to carry out its mission of increasing the number of public domain and licensed works that can be freely distributed in machine-readable form accessible by the widest array of equipment

including outdated equipment. Many small donations (\$1 to \$5,000) are particularly important to maintaining tax exempt status with the IRS.

The Foundation is committed to complying with the laws regulating charities and charitable donations in all 50 states of the United States. Compliance requirements are not uniform and it takes a considerable effort, much paperwork and many fees to meet and keep up with these requirements. We do not solicit donations in locations where we have not received written confirmation of compliance. To SEND DONATIONS or determine the status of compliance for any particular state visit [www.gutenberg.org/donate](http://www.gutenberg.org/donate).

While we cannot and do not solicit contributions from states where we have not met the solicitation requirements, we know of no prohibition against accepting unsolicited donations from donors in such states who approach us with offers to donate.

International donations are gratefully accepted, but we cannot make any statements concerning tax treatment of donations received from outside the United States. U.S. laws alone swamp our small staff.

Please check the Project Gutenberg web pages for current donation methods and addresses. Donations are accepted in a number of other ways including checks, online payments and credit card donations. To donate, please visit: [www.gutenberg.org/donate](http://www.gutenberg.org/donate).

## **Section 5. General Information About Project Gutenberg electronic works**

Professor Michael S. Hart was the originator of the Project Gutenberg concept of a library of electronic works that could be freely shared with anyone. For forty years, he produced and distributed Project Gutenberg eBooks with only a loose network of volunteer support.

Project Gutenberg eBooks are often created from several printed editions, all of which are confirmed as not protected by copyright in the U.S. unless a

copyright notice is included. Thus, we do not necessarily keep eBooks in compliance with any particular paper edition.

Most people start at our website which has the main PG search facility:  
[www.gutenberg.org](http://www.gutenberg.org).

This website includes information about Project Gutenberg, including how to make donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, how to help produce our new eBooks, and how to subscribe to our email newsletter to hear about new eBooks.